

# Syndicalisme, mouvement social et rapport de forces

## Digressions autour du mouvement sur les retraites

Dans *Courant alternatif* de février un petit texte sur la mobilisation nazairienne contre la réforme des retraites évoquait la crise du syndicalisme qui favoriserait le repli corporatiste au sein des confédérations, les manifestations rituelles et incantatoires, sans permettre de rapport de forces conséquent et nous éloignant d'une dynamique anticapitaliste nécessaire. Tentative de développement.



### Constats locaux

Ce constat partait de la situation nazairienne : Malgré une intersyndicale CGT, FO, FSU, *Solidaires* dynamique qui avait conduit au succès initial du 5 décembre, la grève reconductible n'était pas au rendez-vous. En tout cas pas en dehors des services publics (hôpital, territoriaux, éducation, SNCF). Pourtant à compter du 5 décembre, l'intersyndicale avait adopté un fonctionnement en AG interprofessionnelle ouverte aux secteurs en lutte, élargissant son audience aux non-syndiqués aux premiers rangs desquels des Gilets jaunes, et l'on pouvait croire à un élargissement de la dynamique de grève.

- Premier constat, les deux mastodontes économiques locaux, Airbus et Les Chantiers de l'Atlantique n'ont à aucun moment été réellement touchés par la vague de grève, certaines consignes circulant même de ne pas approcher les deux boîtes pour ne pas mettre à mal les équipes syndicales à l'œuvre à l'intérieur (FO pour l'aéro, CGT pour la navale).

- Second constat, le transport routier, incontournable pour la logistique industrielle et portuaire n'a pas suivi les

appels aux blocages malgré la dynamique initiée par la SNCF. Certains chauffeurs (FO) sont immédiatement partis en grève reconductible d'une semaine dès le 9 décembre, pour rentrer aussitôt comme personne ne suivait...

- Troisième constat, si les dockers et travailleurs portuaires ont réussi leurs opérations « 3 jours Port mort » plusieurs semaines de suite, les renforts de l'interpro n'étaient pas les bienvenus sur les piquets entre Donges et Saint-Nazaire. La CGT Ports et docks négociait dur sur les accords de pénibilité spécifiques à la branche, et il n'était pas de mise de se battre « tous ensemble » contre la réforme globale...

- Quatrième constat : *Solidaires* implanté dans l'éducation et un peu à l'hosto, et la FSU uniquement cantonnée à l'éducation nationale ont aussi surfé sur des dynamiques spécifiques à la santé et à l'école, ravivées par cette question des retraites, in fine assez catégorielles, même si les enjeux de la santé et de l'éducation sont présentés comme concernant l'ensemble de la société.

On peut ainsi considérer que, ce mouvement en lutte sur une question de société intéressant directement le

mode d'organisation du salariat, n'est pas parvenu à s'affirmer comme mouvement de classe, mais comme une addition de mouvements catégoriels. Pourquoi ?

Il ne s'agit pas d'instruire un nouveau procès sur l'incompétence syndicale ou sur la trahison des directions bureaucratiques, mais d'essayer de réfléchir à ce qui bloque en termes de mobilisation pour entraîner de véritables rapports de forces sur le terrain de l'affrontement capital-travail, et pas seulement des mouvements d'opinions, aussi massifs soient-ils. Aucune dynamique locale n'a été en mesure de proposer une alternative à la stratégie de cette interpro nazairienne, dont on ne peut que reconnaître les efforts militants pour mobiliser massivement. Le problème est donc certainement plus profond que l'habituelle critique du syndicalisme, surtout dans une période de renouveau des luttes depuis 2016 (voir les articles signés OCL Ile de France dans CA n°298 de mars 2020).

Les réponses sont sans doute à rechercher du côté de la structure de classes de la société, dans la difficulté du salariat à se percevoir dans une unité d'intérêts, et non pas dans une multitude de particularités. Pourtant, on nous annonçait depuis 1 an que le mouvement des Gilets jaunes avait redéfini les nouveaux contours d'une identité de classe, mais l'articulation Gilets-jaunes / syndicalistes / personnes mobilisées reste encore à construire. Il faudra du temps et des luttes communes pour transcender les barrières catégorielles et retrouver une conscience de classe suffisamment forte pour unifier les tactiques et les stratégies.

### Débats globaux

Ces questions traversent des cercles militants très divers, mais tous peinent à trouver des pistes de réponses convaincantes. Quelques exemples :

Les CSR (1) expliquent ces difficultés par une carence du travail militant d'entreprise, une multiplication injustifiée des structures syndicales porteuse de divisions et un éloignement de la stratégie initiale de la CGT. Tous ces arguments sont recevables, mais l'appel au prolétariat à « rompre avec les loisirs marchands ou affinitaires pour produire des révoltes autres que ponctuelles » risque de rester vain.

(1) Comités syndicalistes révolutionnaires, cf« Mouvement des retraites comment rebondir ? », sur [www.syndicaliste.com](http://www.syndicaliste.com)

## contre la réforme des retraites



Le mythe de la grève générale reste ancré comme la seule stratégie opérante pour le mouvement social. Le *Monde Diplomatique* de mars y consacre un article « La grève malgré tous les obstacles », et tente de disséquer les raisons d'une grève générale inaccessible depuis 2003. La faiblesse de la syndicalisation, la décrue des implantations syndicales (qui bien souvent se limitent à un délégué pour participer aux instances et non pour faire du syndicalisme), la réduction des temps de délégation suite aux ordonnances Macron de 2017 y sont exposées. Tout comme les modifications du salariat, toujours plus précarisé et isolé, les délocalisations de la production et les CDI-sations des salariés qui nuisent à la possibilité comme à l'efficacité de la grève. Sans parler de la culpabilisation dans les services publics, du surendettement des ménages, et de la répression féroce des mobilisations de rue qui jugulent aussi les vellétés d'action collective. Il ne resterait dès lors, pour un mouvement social devenu idéologique et politique dans sa confrontation avec le gouvernement, qu'à livrer des alternatives au projet de loi contesté, pour les inscrire dans une logique de représentation politique. Ce qui correspond assez à la ligne de gauche institutionnelle du mensuel conduit par Serge Halimi.

Dans une certaine mesure, cette transcription électoraliste d'une lutte sociale est tentée par quelques groupes de Gilets Jaunes qui ont souhaité pérenniser leur expérience locale via de nouvelles formes de municipalisme à l'occasion des élections municipale. (2)

*Temps Critiques* condamne fermement cette évolution « qui est le signe d'une société qui ne voit plus ou ne croit plus à une perspective de sortie ou de dépassement du capitalisme » à l'occasion d'un bilan « Luttons et syndicats, un marché de dupes » (3) étayé sur une his-

toire de la social-démocratisation du syndicalisme français depuis 1968. Ainsi selon ces camarades, l'explication du manque de combativité syndicale serait liée à un recentrage des syndicats sur la défense exclusive de la valeur de la force de travail, qui implique d'éviter « la casse du service public et de l'outil de travail » pour ne pas se mettre à dos l'opinion publique. Alors que pourtant la période appelle à une confrontation directe à l'Etat, centrée sur la rue, ainsi que nous l'avaient montré les Gilets Jaunes. Les arguments se tiennent, l'analyse est séduisante, mais les luttes de ces dernières années nous montrent aussi que la confrontation directe sur le terrain consacre la toute puissance militaire de l'Etat, y compris dans des cas de victoires comme à Notre Dame des Landes, et que bien peu de personnes sont prêtes à un affrontement suicidaire. *Temps Critiques* le sait bien et ne peut qu'inciter à ne pas remettre en selle les logiques parlementaristes et républicaines à travers une condamnation du 49.3 sans autre finalité.

### Lockout viral ?

Depuis de longues années, les modalités de la lutte et l'efficacité de la grève se discutent et se rediscutent à chaque mouvement dans les syndicats, avec les syndiqués, avec les camarades de travail, ou au bistrot. L'impression d'impuissance est réelle, et vérifiée si la grève reste cantonnée à des secteurs restreints alors qu'elle porte sur une revendication globale. Pour espérer gagner, elle doit s'accompagner de mobilisations de rue qui débordent le cadre légal de la revendication. C'est la leçon principale il me semble du cycle de luttes commencé depuis le krach bousier de 2008.

La question est donc aussi : jusqu'où un mouvement est prêt à s'affranchir de la légalité, pour s'exposer, prendre des risques, et bien souvent des coups. Et de savoir si des fragments de la société sont en mesure de s'engager sur cette voie. Que sommes nous prêts à mettre en jeu et qu'avons-nous à perdre ? Ceci s'apprécie aussi à l'aune du pouvoir et de sa force. A ce propos le texte de *Temps Critiques* soulève un point intéressant : « Contrairement à ce que beaucoup croient, qui confondent autoritarisme et autorité, nous avons affaire à un pouvoir faible (...) dont le présumé est que la négociation est un acte de faiblesse qui l'affaiblirait encore davantage ...) »

Ces considérations m'en ont rappelé d'autres : « Aucune révolution, si largement qu'elle ait ouvert ses portes aux masses et aux miséreux – les malheureux, les misérables, les damnés de la terre, comme les désigne la grande rhétorique de la Révolution française-, ne fut ja-

mais lancée par eux. Et aucune révolution ne fut jamais le résultat de conspirations, de sociétés secrètes ou de partis ouvertement révolutionnaires. De façon générale, aucune révolution n'est même possible là où l'autorité du corps politique est intacte, ce qui dans le monde moderne signifie là où l'on peut être assuré que les forces armées obéissent aux autorités civiles. Les révolutions ne sont pas des réponses nécessaires, mais des réponses possibles à la déposition d'un monarque, elles ne sont pas la cause mais bien la conséquence de la chute de l'autorité politique. Partout où ces processus de désintégration ont pu se développer sans entraves, en général sur une période prolongée, une révolution peut survenir à la condition qu'il existe une fraction suffisante du peuple qui soit prête pour un effondrement du régime et qui soit disposée à assumer le pouvoir. Les révolutions semblent toujours réussir avec une facilité déconcertante à leur stade initial : la raison en est que ceux qui sont censés « faire » les révolutions ne « s'emparent » pas du pouvoir, mais plutôt le ramasse quand il traîne dans la rue. » (4)

Il semble bien que les dernières mesures gouvernementales et l'Etat d'urgence sanitaire, derrière la façade martiale, les injonctions à l'union nationale et les menaces répressives, soient le signe d'un pouvoir aux abois pour sa légitimité, si ce n'est à l'agonie pour sa crédibilité politique.

Ultime paradoxe, c'est pourtant des assemblées de base qu'avait surgit le mot d'ordre d'un lockout général de l'économie à partir du 16 mars : « Nous soumettons également au débat la préparation d'une semaine noire de grève générale, avec départ simultané de la grève reconductible dans un maximum de secteurs, avec comme objectif l'extension et la généralisation de la grève. La semaine du 16 mars serait une occasion propice (5) ». Ce que le mouvement social et syndical aurait eu bien de la peine à faire, l'Etat l'a réalisé de son propre chef, prétendant suspendre dans le même temps nombre de griefs, et annonçant un changement de cap à l'orée de la fin de crise, si l'on voulait bien le suivre.

Le confinement sera-t-il l'étouffoir des vellétés combatives, ou la chambre d'incubation des prises de conscience rebelles ? Il y aura sans doute un peu de tout cela. Cependant, nous n'avons d'autre choix que nous préparer à l'effondrement du régime et à assumer le pouvoir. C'est à dire à identifier qui sera ce nous « fraction suffisante » et à penser ce que pourra être ce pouvoir. Nous voilà bien avancés.

Philippe,  
Saint-Nazaire, 22 mars 2020

(2) Voir par ailleurs dans ce numéro l'article consacré au municipalisme

(3) <http://tempscritiques.free.fr/>

(4) Hannah Arendt, *La liberté d'être libre (les conditions et la signification de la révolution)*, Payot, 2019 (texte inédit d'une conférence estimée à 1966-1967).

(5) cf : <https://paris-luttes.info/appele-de-la-coordination-nationale-13487> ou Appel « Le 16 mars on stoppe tout » cf <https://blogs.media-part.fr/jean-marc-b/blog/220220/semaine-noire-partir-du-16-mars-stoppe-tout>